

# LETTRE DE LIAISON

des militants combattant  
pour le **Front Unique**  
des syndicats de l'enseignement public

N° 122  
27 novembre 2007

ISSN 1245-0286

[www.frontunique.com](http://www.frontunique.com)

## Intervention d'Olivier Lestang au titre du courant Front Unique au Bureau national de la FSU

*Pour préparer les futurs combats contre les « réformes » de Sarkozy, une nécessité :*

### **TIRER LE BILAN DE LA DEFAITE -TRAHISON SUR LES REGIMES SPECIAUX**

Il n'est hélas pas étonnant d'entendre aussi bien la direction que la Fsu que les principales tendances reprendre ici les mots d'un Thibault selon lequel le mouvement à la SNCF et la RATP serait « suspendu » ainsi qu'une appréciation positive sur les « négociations », langage qui ne sert qu'à camoufler les responsabilités écrasantes des appareils syndicaux. Les cheminots, les agents, sont eux parfaitement lucides : ils savent qu'ils ont été défaits et plus encore qu'ils ont été trahis – non seulement dénoncés par le gouvernement et ses chiens de garde politiques, médiatiques et syndicaux, au nombre desquels on doit compter François Chérèque, non seulement isolés aussi par le PS et le PCF, mais surtout trahis.

C'est une défaite pour toute la classe ouvrière, les travailleurs de l'enseignement public, dont les répercussions se font déjà sentir parmi les étudiants. C'est un point d'appui considérable pour le gouvernement de Sarkozy dans la mise en œuvre des contre-réformes qu'il a annoncées. Pour toute la classe ouvrière, c'est une défaite dont il faut impérativement tirer les leçons.

A vrai dire, Sarkozy et Fillon ont parlé clair en ayant comme première préoccupation de rendre publiquement hommage aux directions syndicales (à commencer par celle de la CGT) pour leur « *sens des responsabilités* ».

Les cheminots, les agents de la RATP, ont en effet été trahis par les appareils syndicaux, lesquels ont gardé de bout en bout le contrôle de ce mouvement, faute d'un comité central de grève. A aucun moment, en particulier les dirigeants CGT n'ont exigé le retrait du projet gouvernemental – contradictoirement à la volonté des assemblées des grévistes. A la veille même de la grève, Thibault et Le Reste s'en allaient nuitamment au ministère pour livrer les régimes spéciaux et tenter de désamorcer la grève avant qu'elle n'éclate. L'opposition des travailleurs de la SNCF et de la RATP a fait échouer cette manœuvre. Mais avec acharnement, les dirigeants syndicaux ont œuvré pour que s'ouvrent des « négociations d'entreprise », c'est-à-dire pour imposer le cadre fixé par le gouvernement, au sujet duquel ils déclaraient comme le CCN de la CGT qu'il ne s'agissait en aucun cas de, je cite, « *de le faire plier* ».

Le gouvernement a quant à lui conditionné sa participation à ces « négociations » à l'arrêt de la grève.

Voilà qui fait apparaître avec une clarté de cristal que le « dialogue social » avec le pouvoir est antinomique avec le combat contre le gouvernement, c'est le terrain des briseurs de grève.

Au bout du compte, esseulés, les travailleurs n'ont pu faire prévaloir leur volonté sur celle des bureaucraties syndicales.

De plus, ils ont été isolés. Aucune direction confédérale ni fédérale n'a cherché à rompre cet isolement, au moment pourtant où les étudiants s'étaient engagés sur leur propre plan. Or il était possible, et plusieurs centaines d'enseignants, de travailleurs de la fonction publique, ont pris position en quelques jours en ce sens, comme les instituteurs grévistes de l'Hérault réunis le 20 novembre, de convoquer en urgence dans l'unité des fédérations et confédérations une manifestation centrale au siège du pouvoir pour exiger le retrait des « réformes » Sarkozy.

Ajoutons que la participation au COR des centrales syndicales, de la FSU, qui signifie en pratique la négation du combat pour le retour aux 37,5 annuités pour tous, vaut caution à ses « préconisations » d'allonger la durée de cotisation à perte de vue tout en baissant le montant des pensions.

Voilà donc la leçon essentielle de cette défaite, qui vaut bien au-delà de la SNCF et de la RATP : pour vaincre, les travailleurs, dans l'enseignement comme ailleurs, auront à se donner les moyens d'imposer aux dirigeants syndicaux qu'ils réalisent l'unité pour le retrait pur et simple des « réformes » Sarkozy, et en conséquence contre toute concertation sur ces réformes.

Cela signifie exiger le retrait du plan « fonction publique 2012 » et boycotter définitivement les conférences fonction publique qui servent à mettre en œuvre ce plan – alors qu'on apprend à ce bureau national qu'après une semaine de suspension de leur participation, les directions fédérales des fonctionnaires ont 4 nouvelles réunions à leur agenda d'ici le 4 décembre.

Cela signifie aussi exiger le retrait de la circulaire Darcos qui liquide les BEP et préfigure une offensive d'ampleur contre l'enseignement professionnel et technologique, ou que le SNUIPP retire sa signature du protocole de discussion qui accompagne la suppression des heures de cours du samedi matin, ou enfin, que, tant qu'il en est temps, les dirigeants des syndicats de l'enseignement supérieur appellent les personnels la manifestation centrale à Paris, au siège du pouvoir, pour l'abrogation de la loi LRU et cessent de l'appliquer dans les conseils d'université et les « chantiers » Péresse, réalisent le Front Unique avec l'Unef sur cette base.

Voilà l'orientation qui découle du bilan de la défaite subie par toute la classe ouvrière sur le front des régimes spéciaux, et c'est sur cette orientation que les travailleurs de l'enseignement public pourront efficacement faire face au gouvernement Sarkozy-Fillon et briser sa vague de contre-réformes.

Le 26 novembre 2007

*Information : en trois jours entre le 19 et le 21 novembre, à l'initiative des militants du courant Front Unique, des prises de position ont été signées dans l'Enseignement pour briser l'isolement des cheminots et travailleurs de la RATP : une adresse aux dirigeants des fédérations de fonctionnaires qui se réunissaient le 21 pour qu'elles demandent à la CGT, à FO, à l'UNEF une manifestation commune au siège du pouvoir de tous les travailleurs et de la jeunesse sur le mot d'ordre : **Retrait des « réformes » Sarkozy***

Parmi les prises de position :

- 30 signatures au Lycée de Brunoy (91)
- 23 au Collège Iqbal Masih (93)
- 7 au Collège Jean Jaurès Montreuil (93)
- 18 au Lycée Sidoine Apollinaire 6(3)
- 18 au Collège Aubière (63)
- 11 au Lycée Virlogeux Riom (63)
- 18 au Collège Trémonteix Clermont Ferrand (63)
- 23 au Collège Tavant (84)
- 10 au Lycée Jean Baptiste Dumas Alès (30)
- prise de position de l'assemblée des instituteurs grévistes de Montpellier réunis le 20 novembre.
- prise de position des collègues du lycée de Briey (54) réunis en assemblée.

Je souhaite m'abonner à la **Lettre de liaison**

Nom:.....

Adresse:.....

Joindre un chèque de 10 euros pour un an d'abonnement à l'ordre de « Front Unique » et envoyer à l'adresse suivante:

Front Unique, 11, rue Michalias, 63000 Clermont-Fd.

[www.frontunique.com](http://www.frontunique.com)

email : [courrier@frontunique.com](mailto:courrier@frontunique.com)